

PAGE D'ACCUEIL :

Prendre au sérieux la politique, mettre à l'épreuve les programmes

**Éducation / Santé / Énergie / Logement / Transports / Justice / Sécurité / Fiscalité / A
propos**

[Je me pose une autre question]

Vous ne croyez plus aux programmes ? Ça tombe bien, on ne leur a pas fait confiance

Education :

[poser une question]

> Est-ce que mon enfant sera heureux ?

> Est-ce qu'il y aura un prof en face de mon enfant ?

> Q3

> Q4

QUAND JE CLIQUE SUR UNE QUESTION

> Est-ce qu'il y aura un prof en face de mon enfant ?

Le RN : Ca dépend de ta nationalité

Dans le programme ya marqué "on veut des profs", mais en même temps c'est incohérent avec les votes du 18 juin contre XX et aussi la déclaration de JB du 26 mai 2023 qui dit "pas pour la Seine-Saint-Denis". Par ailleurs le coût du recrutement des profs, ce serait XXMd€ et le RN demande 40 Md€ de baisse de ressources pour les services publics.

>> Plus de détails

Le NFP : Oui c'est cool ils seront bien payés

Dans le programme ya marqué "on veut des profs", mais en même temps c'est incohérent avec les votes du 18 juin contre XX et aussi la déclaration de JB du 26 mai 2023 qui dit "pas pour la Seine-Saint-Denis". Par ailleurs le coût du recrutement des profs, ce serait XXMd€ et le RN demande 40 Md€ de baisse de ressources pour les services publics.

>> Plus de détails

QUAND JE CLIQUE SUR “PLUS DE DETAILS”, s’affiche un descriptif des propositions/vote/déclaration + un commentaire : en ½ page à 2 pages environ

Le programme et les faits :

Ce qu’il y a dans le programme des législatives 2024 du RN :

- Instauration de sanctions-plancher lors des conseils de discipline

Ce qu’il y a dans le programme présidentielles 2022 (ou législatives pour la NUPES) :

- Suspension des allocations familiales et des bourses scolaires en cas d’absentéisme avéré et de perturbations graves et répétées (exemple)

Ce qu’il y a dans les votes :

Description : date du vote, projet de loi en question, question posée

Si votes différents au sein d’une même coalition (interne à la NUPES par exemple) il faudra probablement le préciser

Ce qu’il y a dans les déclarations politiques :

Décrire le contexte (AN, plateau TV...), qui parle (nom + poste), date.

Citation (si on en a)

L’analyse :

Le recrutement des enseignant.e.s est un double enjeu : un enjeu de nombre de postes ouverts, et un enjeu d’attractivité. L’attractivité à long terme ayant notamment comme facteur déterminant la question du nombre de postes (INSEE & DGAFP). Par ailleurs l’enjeu des enseignants qui cristallise le débat sur l’école ne doit pas faire oublier l’enjeu plus large de recrutement dans la communauté éducative, et en particulier le déficit d’AESH (élargir selon le périmètre retenu dans l’analyse / les différentes questions posées)

(Petit préalable “préférence nationale” s’il y a lieu sur la proposition) Les propositions du RN en matière d’éducation sont sous-tendues par une distinction originelle entre les enfants de parents français ou non. Leurs propositions de XX / YY ne s’appliquent donc qu’à une fraction de la population et non à tous les enfants.

En ce qui concerne le nombre de postes à recruter, le RN propose... Les besoins actuels en nombre de postes vacants seraient de. Exclusion de la FP de nombre de candidats étrangers ? (?) Risque d’assécher le vivier de recrutement. Les financements alloués ? Pas sûr de les avoir.

En ce qui concerne l’attractivité, c’est clairement pas leur sujet : rémunération, ils n’en parlent pas du tout. Conditions de travail non plus. Surtout, des doutes importants ont été exprimés quant au sens du travail des enseignants avec les propositions du RN sur l’éducation (citer sources : syndicats, ...). Ainsi, lors du vote sur telle loi, ...

En ce qui concerne les AESH, ils disent qu'ils veulent recruter, mais en fait ils votent contre la hausse du SMIC (qui les concerne directement).

Au total, si le programme du RN insiste sur la nécessité de recrutement, cette mesure apparaît en contradictions avec plusieurs des votes sous-jacents dans les dernières années sur XX et YY. Elle n'améliorera la situation que d'une fraction des enfants. Et en tout cas s'il y aura des profs il n'y aura manifestement pas d'amélioration pour les enfants en situation de handicap dont les accompagnants, aujourd'hui profession en important déficit d'attractivité, n'ont pas vu leur situation revalorisée du fait de l'opposition des députés RN.

Synthèses des réponses aux questions

1. L'énergie que je consomme sera-t-elle moins nocive pour le climat?

Le RN : Non, les objectifs affichés sont ambitieux notamment en matière de nucléaire mais se heurtent à la réalité.

Le RN est fortement opposé au développement des énergies renouvelables, voire au maintien des énergies existantes. Cette politique nécessitera des investissements importants et le résultat est incertain. Sur le court terme, elle nécessitera de faire appel à des moyens carbonés pour répondre à la demande.

Le RN ne mentionne aucune loi de programmation de l'énergie et de PPE (objectifs EnR) publiée durant le mandat.

>> Plus de détails

LREM : Possiblement, sur le moyen terme, avec des investissements importants.

LREM porte une politique fortement techno-solutioniste, basée sur le développement d'industrie "verte" (énergies renouvelables, nucléaire, hydrogène), dans une logique de développement durable, mais également de résilience et de souveraineté industrielle. Les énergies renouvelables favorisées sont celles s'inscrivant "facilement" dans le paysage (opposition affichée aux éoliennes terrestres, dans de nombreuses prises de paroles)

Sur le long terme, une telle politique peut permettre d'avoir un parc décarboné, mais nécessitera des investissements importants, et un résultat incertain.

Rappelons que LREM n'a publié aucune loi de programmation de l'énergie et de PPE (objectifs EnR) durant le mandat.

>> Plus de détails

LR : Non, du moins pas sur le court ou moyen terme.

Les LR défendent une politique énergétique fortement basée sur le nucléaire et sur les énergies renouvelables "historiques" (l'hydroélectricité), au détriment des énergies renouvelables décentralisées, comme le solaire photovoltaïque et l'éolien terrestre. Sur le long terme, cela pourrait permettre d'avoir un parc décarboné, mais cela nécessitera des

investissements importants et un résultat incertain. Sur le court et moyen terme, des moyens carbonés devront être appelés.

Aucune loi de programmation de l'énergie et de PPE (objectifs EnR) n'est mentionnée explicitement dans les objectifs du programme.

>> Plus de détails

NFP : Oui, sur le court terme.

Le NFP porte un message fort de développement des énergies renouvelables, en mettant en avant l'aspect climatique mais également l'aspect industriel (restructuration de la filière).

Sur le court terme, cela permettra de produire une énergie plus propre car le parti met l'accent sur le développement des énergies renouvelables, seule source d'énergie "propre" déployable sur le court terme. Il subsiste toutefois une grande différence de vision et de priorisation sur le long terme vis-à-vis de l'apport du nucléaire et de la place dans le marché de l'électricité.

>> Plus de détails

Question 2: L'énergie que je consomme sera-t-elle moins nocive pour le climat ?

LR

- Ce qu'il y a dans le programme des législatives 2024 :
- Ce qu'il y a dans le programme des européennes 2024 :
 - Laisser chaque Etat Membre faire le choix de son mix énergétique, avec pour seul objectif la décarbonation totale du mix, qu'elle soit basée sur le nucléaire ou sur les énergies renouvelables. Toutefois, l'ambition française est clairement affichée comme se basant sur le nucléaire : "*Nous refusons de dénaturer nos paysages avec l'implantation déraisonnée d'éoliennes ou de sacrifier des terres agricoles par l'installation non maîtrisée de panneaux photovoltaïques.*" ; "*Il n'est plus nécessaire de subventionner à outrance les énergies renouvelables*"
 - Baisse du TURPE (tarif public d'utilisation des réseaux publics d'électricité)
 - Mettre en place une taxe sur la production des centrales à charbon ;
 - Investir massivement dans les moyens de captage de CO2

- Ce qu'il y a dans le programme présidentielles 2022 : Les Républicains portaient les propositions suivantes :
 - Arrêter la fermeture des centrales nucléaires de première génération, en prolongeant la durée de vie des réacteurs jusqu'à 60 ans, et en investissant dans la construction d'EPR de deuxième génération ;
 - Considérer le nucléaire comme une énergie décarbonée, financée par l'UE.
 - Investir dans le déploiement de l'hydrogène à l'aide d'un plan de soutien à la filière
 - Mettre en place un moratoire sur l'éolien terrestre dès lors que les projets ne font pas l'objet d'un "consensus politique local"
 - Rediriger le soutien aux énergies éolienne et solaire vers les énergies renouvelables thermiques et cesser de subventionner les énergies renouvelables électriques, coûteuses à l'Etat en subventions publiques.
- Ce qu'il y a dans les votes :
- Ce qu'il y a dans les déclarations politiques :
- Analyse :
 - Une politique de développement de l'hydrogène décarboné ne peut se suffire à elle seule. En effet, l'hydrogène n'est pas un moyen de production de l'électricité, mais bien un moyen de stockage. Le développement de l'hydrogène seul ne peut permettre d'atteindre nos objectifs de développement des énergies renouvelables.
 - *La baisse des tarifs d'acheminement de l'électricité (TURPE), qui financent les réseaux électriques, empêchera de développer des nouveaux réseaux, qui est pourtant nécessaires pour l'électrification des usages et le développement des énergies renouvelables*
 - Sur le court terme, aucun nouveau réacteur nucléaire ne pourra être en service, et seules les énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne, permettront de répondre à la demande en électricité, qui augmentera potentiellement du fait de l'électrification des usages (bien que les LR soient contres, demandant notamment à sortir de la logique du "tout électrique" pour la mobilité et de revenir sur l'interdiction à venir des moteurs thermiques). Il est donc indispensable de maintenir le soutien aux énergies éolienne et solaire.
 - Il n'est d'ailleurs pas correct de dire que les énergies renouvelables électriques coûtent à l'Etat en matière de subventions publiques. En 2022, les énergies renouvelables électriques ont d'ailleurs permis le financement d'environ 50% des dépenses publiques liées aux boucliers tarifaires (source : CRE)
 - **Dans tous les cas, cette politique ne permettra ni d'abaisser les émissions de CO2 de la France, ni de garantir notre souveraineté énergétique sur le court terme.**

LREM :

- Ce qu'il y a dans le programme des législatives 2024 :

- Volontée réaffichée d'investir dans le nucléaire (volonté de construire 8 réacteurs nucléaires en plus des 6 premiers réacteurs EPR2 déjà confirmés)
- Ce qu'il y a dans le programme des européennes 2024 :
 - Sortie des énergies fossiles avant 2050 grâce **au nucléaire et aux énergies renouvelables** (le nucléaire reste qualifiée d'énergie "verte" dans le programme)
 - Encourager le déploiement du nucléaire à l'échelle européenne, avec un enjeu climatique et industriel.
 - Fin de la dépendance aux énergies russes.
- Ce qu'il y a dans le programme présidentielles 2022 :
 - Réinvestissement dans le nucléaire par souci de transition écologique mais également de souveraineté industrielle
 - Construction de cinquante parcs éoliens en mer d'ici 2050, et un ralentissement de la dynamique de déploiement de l'éolien terrestre (avec une logique industrielle derrière)
 - Création de filières vertes 100% françaises, en investissant dans le déploiement de l'industrie solaire, éolienne et des véhicules électriques.
- Ce qu'il y a dans les votes :
- Ce qu'il y a dans les déclarations politiques : Le camp présidentiel a toujours eu une ligne directrice claire sur le développement des énergies :
 - Investir massivement dans le nucléaire, tant d'un point de vue de la souveraineté énergétique que de la souveraineté industrielle ;
 - Investir dans le déploiement de l'éolien offshore, au détriment de l'éolien terrestre (opposition forte du PR au déploiement de l'éolien terrestre pour des motifs principalement paysagers : "*Personne ne souhaite voir nos paysages remarquables, nos sites classés, abîmés par des grandes toiles blanches*" - discours de Belfort). L'investissement sur l'éolien en mer a également une dimension industrielle forte (savoir faire français important sur le sujet)
 - Investir dans le déploiement du photovoltaïque (cf le réhaussement des objectifs de déploiement de l'énergie solaire affichés lors du discours de Belfort), en mettant l'accent sur la souveraineté industrielle en découlant (signature du pacte solaire à Manosque le avril 2024).
 - Mise en avant des énergies innovantes comme l'hydrogène décarboné.
- Analyse : LREM porte une politique "techno-solutionniste" pour la décarbonation du mix énergétique :
 - Investissements importants dans le nucléaire, notamment via le maintien des réacteurs existants et l'investissement dans la génération suivante
 - Investissement dans des technologies innovantes (hydrogène), ou dans des technologies permettant le développement d'une industrie française (éolien en mer, photovoltaïque) ;
 - **Le développement des énergies renouvelables reste vu comme une contrainte, avec une forte opposition entre l'enjeu paysager et l'enjeu de développement des énergies renouvelables (éolien terrestre par exemple).**

NFP :

- Ce qu'il y a dans le programme des législatives 2024 :
 - Faire voter une loi énergie-climat
 - Mettre en place un plan climat visant la neutralité carbone en 2050
 - Renforcer la structuration de filières françaises et européennes de production d'énergies renouvelables (de la fabrication à la production)
 - Faire de la France le leader européen des énergies marines avec l'éolien en mer et le développement des énergies hydroliennes
 - Zero financement des banques pour les énergies fossiles, en commençant par les nouveaux projets
 - Refus de la privatisation ou de la mise en concurrence des barrages hydroélectriques
- Ce qu'il y a dans le programme des européennes 2024 :
 - Les différents partis partagent la nécessité de sortir des énergies fossiles, via la planification du développement des énergies renouvelables. LFI met en avant le passage au 100% EnR d'ici 2050, alors qu'EELV propose de sortie le nucléaire ou le gaz des taxonomies "vertes". PS PP est plus mesuré, en planifiant la sortie des énergies fossiles en Europe en développant les EnR mais en conservant une part de nucléaire, en tant qu'énergie de transition dans le mix électrique.
 - [EELV, LFI, PS PP] Nécessité et l'opportunité de développer des activités françaises pour la réinstallation en Europe des processus de production, notamment sur les énergies renouvelables, en relocalisant la production de panneaux photovoltaïques et en maintenant une industrie éolienne en France (actuellement, fort développement de l'industrie pour l'éolien en mer)
 - [EELV] Nécessité d'encourager le déploiement de chaleur renouvelable, à grande échelle également, en parallèle de l'électrification des usages.
 - [LFI] Sortie du marché européen de l'électricité, en mettant en place à nouveaux des tarifs réglementés, calculés à partir des coûts de production, pour tous, **tout en maintenant les interconnexions au niveau européen afin de garantir la stabilité du réseau et assurer la sécurité d'approvisionnement**
 - [LFI] Revenir à une exploitation publique des barrages hydroélectriques (contre la volonté de la Commission Européenne de privatiser les barrages en remettant en concurrence les concessions)
- Ce qu'il y a dans le programme présidentielles 2022 :
 - Supprimer la possibilité d'aides publique aux entreprises engagées dans les énergies fossiles ;
 - Sortie "responsable" du nucléaire, en ne construisant pas de nouvelles centrales et en arrêtant les autres réacteurs nucléaires au fur et à mesure
 - Développer massivement les énergies renouvelables, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050
- Ce qu'il y a dans les votes :
- Ce qu'il y a dans les déclarations politiques : Les déclarations des différents partis composant le NFP sont similaires en matière de déploiement des énergies renouvelables, en priorisant leur développement et en arrêtant toute subvention aux énergies fossiles. Les positions sur le nucléaires sont diverses selon les parties d'origines mais n'ont pour l'instant pas été évoquées oralement. Les différents partis sont engagés dans la réalisation d'une loi de programmation (Loi "Energie Climat")

notamment).

En ce qui concerne le développement des énergies renouvelables, les positions des députés lors des échanges sur la loi pour l'accélération de la production d'énergies renouvelables ont toutefois mis en avant la diversité de positionnement concernant les énergies renouvelables et de leur potentiel impact sur la biodiversité sur le court terme (lien avec l'artificialisation des sols, impact sur la faune et la flore). Les positionnements sur le sujet sont donc divers au sein des députés sortants, tous reconnaissant la nécessité de développer des énergies renouvelables, mais le curseur en matière de priorisation des enjeux pouvant être différent.

-
- **Analyse : Les différents partis composant le NFP sont globalement alignés sur le soutien aux énergies renouvelables, mais pas sur leur approche du nucléaire.**

Le lien entre l'enjeu du déploiement des énergies renouvelables et celui de préservation des espaces naturels et des enjeux de biodiversité n'est pas détaillé, alors qu'il peut souvent faire l'objet d'arbitrages à l'Assemblée Nationale.

Les partis du NFP réclament, depuis plusieurs mois à l'Assemblée, une loi de programmation énergie climat. NFP mentionne explicitement cette volonté dans ses déclarations concernant son programme.

RN :

- Ce qu'il y a dans le programme des législatives 2024 :
- Ce qu'il y a dans le programme des européennes 2024 : Opposition au développement de l'énergie éolienne et à la libéralisation des concessions des barrages hydroélectriques (actuellement sous concessions)
- Ce qu'il y a dans le programme présidentielles 2022 :
 - Prolongation du parc nucléaire français, avec une durée de vie prolongée, sous le contrôle de l'ASN.
 - Reprise des études sur les réacteurs à neutrons rapides et les petits réacteurs modulaires
 - Notions de souveraineté industrielle nucléaire française mise en avant
 - Hydroélectricité : considèrent que la filière revêt un caractère stratégique, et s'opposent à la libéralisation de la gestion des barrages (remise en concurrence de la gestion des concessions hydroélectriques)
 - S'opposent au développement de l'éolien terrestre ou maritime, par la réalisation d'un moratoire et la suppression de toute subvention. Le RN considère que l'énergie éolienne est intermittent, échappent aux règles des appels d'offres (affirmation erronée), et sont financés par le consommateur par l'intermédiaire de la CSPE (affirmation erronée, les éoliennes, comme une grande majorité des énergies renouvelables ayant rapporté au budget de l'Etat sur les années 2022 et 2023). **Le RN est revenu sur son objectif de démanteler toutes les énergies renouvelables, car d'un point de vue de la faisabilité et du coût, cela n'avait pas de sens.**

- Aucun positionnement sur les autres énergies renouvelables.
- Ce qu'il y a dans les votes :
- Ce qu'il y a dans les déclarations politiques : Le RN critique la stratégie énergétique française mise en oeuvre depuis plusieurs années, notamment en favorisant le développement des énergies renouvelables (solaire, éolien), au détriment du maintien des centrales nucléaires et de l'investissement dans la R&D pour le développement d'énergies "innovantes"
- Analyse : Le RN porte une politique forte d'arrêt du développement des énergies renouvelables, en favorisant le développement du nucléaire. Toutefois, une telle politique n'est pas viable, au moins sur le court terme. En effet, au vu de la disponibilité actuelle du parc nucléaire, mais également du délai de construction des réacteurs nucléaires, aucun nouveau réacteur ne sera disponible avant 2035. D'ici là, seules les énergies renouvelables pourront permettre de couvrir nos besoins en électricité, qui pourront s'accroître avec l'électrification des usages (bien que cela ne soit pas une priorité du RN). Parmi ces énergies renouvelables, les énergies renouvelables terrestres, auxquelles le RN est fortement opposé, sont les seules pouvant être rapidement mises en service.
- Une telle position va renforcer fortement la dépendance de la France aux autres pays d'un point de vue de l'électricité, ou alors nécessiter de maintenir, voire d'installer de nouveaux, moyens carbonés de production. **Dans tous les cas, elle ne permettra ni d'abaisser les émissions de CO2 de la France, ni de garantir notre souveraineté énergétique, voire mettra en danger notre sécurité d'approvisionnement.**